

Ce rapport de situation est produit par le Bureau OCHA au Mali en collaboration avec les partenaires humanitaires et publié par le Siège d'OCHA à New York. Il couvre la période allant du 11 septembre au 24 septembre 2012. Le prochain rapport sera publié vers le 9 octobre 2012.

I. FAITS SAILLANTS/PRINCIPALES PRIORITES

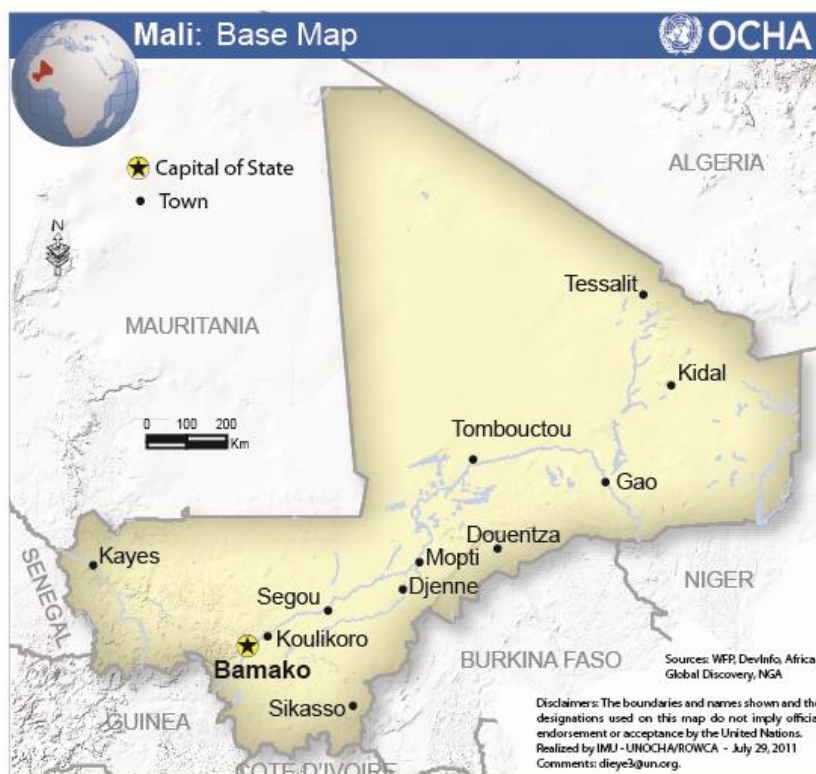
- Environ 4.6 millions de personnes sont estimées d'être à risque d'insécurité alimentaire à cause de la crise alimentaire et nutritionnelle, et le conflit au Mali.
- Depuis le début de la crise et à cause du conflit au nord, environ 393,431 personnes ont été forcées de fuir le nord du pays. 118,795 de ces personnes sont des déplacés internes et 274,636¹ sont des réfugiés dans les pays voisins.
- Jusqu'à maintenant, seulement 47 pour cent du financement requis a été reçu dans le cadre des projets soumis dans le CAP Mali 2012. \$113.4 millions sont encore nécessaires pour répondre aux besoins dans le cadre du CAP Mali 2012.

II. Aperçu de la situation

Développements politiques récents

La situation humanitaire et sécuritaire au Mali reste très sérieuse à cause de la flambée des prix de la nourriture et de l'instabilité politique. Le 17 Septembre, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Navanethem Pillay, a condamné les violations des droits de l'homme en cours dans le nord du Mali. Elle a lancé un appel au gouvernement du Mali et la communauté internationale pour trouver très rapidement une solution à cette crise.

Le Mali a accepté d'accueillir une force militaire composée de 3000 soldats de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) afin de libérer le nord du pays des groupes armés islamistes. Des efforts diplomatiques pour discuter de la crise au Mali vont être à l'ordre du jour aujourd'hui, 26 septembre, à l'ONU lors de la conférence sur le Sahel.



Aperçu de la situation humanitaire

Le Mali est confronté à une importante crise nutritionnelle, humanitaire et sécuritaire. Les pénuries de nourriture et les mouvements de populations internes ont des conséquences importantes sur la capacité des populations à rester résilientes. Environ 4,6 millions de personnes sont estimées d'être à risque

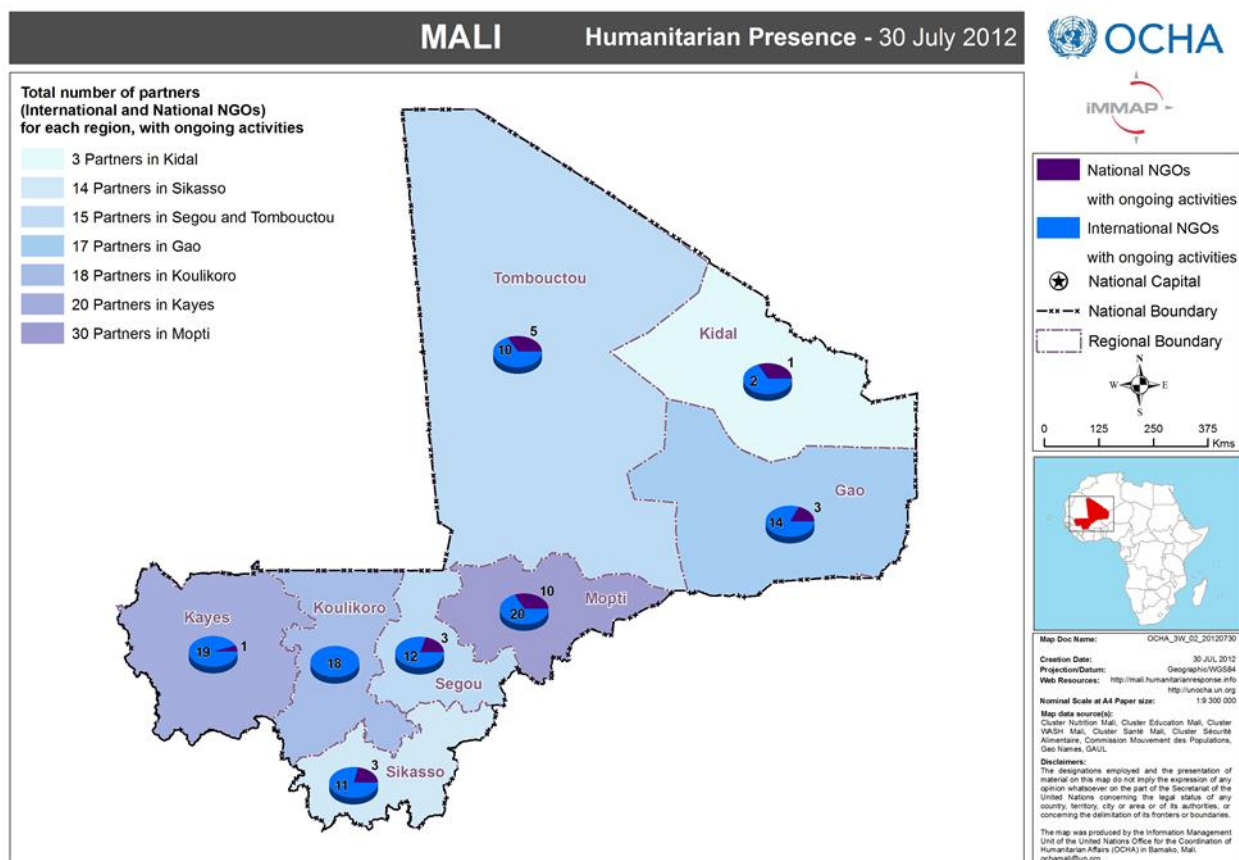
¹ Ce chiffre inclut les Maliens et les personnes ressortissantes de pays tiers.

d'insécurité alimentaire. Alors que les prix de la nourriture continuent d'augmenter, les ménages les plus vulnérables touchés par la sécheresse au Mali ont encore des mois difficiles devant eux jusqu'à la prochaine récolte, aux alentours d'Octobre / Novembre.

Environ 400.000 personnes ont été forcées de fuir leurs maisons à cause du conflit au nord. 274.636² personnes sont des réfugiés dans les pays voisins et au 18 septembre 2012 environ 118.795 personnes sont des déplacés internes. Il y a actuellement 108.953 réfugiés du Mali en Mauritanie, 107.929 au Burkina Faso et 59.429 au Niger. Une épidémie de choléra au nord du Mali aggrave aussi la situation. Depuis le 1er janvier, 216 cas de choléra, dont 17 décès, ont été signalés dans les districts de Gao et d'Ansongo au nord du Mali.

Une des priorités humanitaires dans le pays reste la distribution de l'aide alimentaire aux personnes vulnérables dans le nord et dans le sud. Ces personnes vulnérables font face à de nombreuses incertitudes au quotidien. La situation humanitaire demeure préoccupante et les bailleurs de fonds doivent continuer à répondre aux besoins urgents et humanitaires de la population civile gravement touchée par la crise complexe au Mali.

Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Navanethem Pillay, a rapporté à la 21ème session du Conseil des Droits de l'Homme qu'en raison de l'accès difficile au nord du Mali occupé par des groupes armés islamistes, il est actuellement difficile d'obtenir des informations sur la situation des droits de l'homme dans cette partie du pays.



III. Besoins et réponses humanitaires au Mali



SECURITE ALIMENTAIRE

Besoins:

- A ce jour, 4.6 millions de personnes sont estimées être à risque d'insécurité alimentaire à cause de la crise alimentaire et nutritionnelle et le conflit au Mali. Les résultats des enquêtes du Système d'alerte précoce de février 2012 et avril 2012 indiquent que les individus vivant dans des

² Ce chiffre inclut les Maliens et les personnes ressortissantes de pays tiers.

zones touchées par la sécheresse totalisent 2.97 millions (1.84 millions à risque d'insécurité alimentaire sévère et 1.13 à risque d'insécurité alimentaire modérée) dans les régions du sud. Puis les populations affectées par le conflit totalisent 1.63 millions dans les trois régions du nord (Gao, Kidal et Tombouctou et la partie nord de Mopti).

Réponse:

- Le PAM et ses partenaires ont fourni de l'assistance alimentaire à 64,131 déplacés dans les régions sud du Mali. Le PAM et ACTED ont commencé les distributions de vivres dans la région de Gao. 25,000 déplacés en sont bénéficiaires. Oxfam en partenariat avec le PAM est en train de commencer les distributions de vivres à 26,000 personnes affectées par la sécheresse et le conflit dans la région de Gao. Le PAM avec son partenaire de coopération Norwegian Church Aid (NCA) a distribué des vivres à 29,460 déplacés dans la région de Kidal. Le PAM continue ses activités de « vivres contre travail » au sud du Mali. Jusqu'à présent 648,000 personnes ont bénéficié des opérations d'urgence du PAM entre février et août 2012.
- Les activités de la FAO et du Programme Italien pour la Sécurité Alimentaire (PISA) mises en œuvre dans 112 villages dans le «cercle» de Bandiara dans la région de Mopti sont centrées sur le développement de la production, de la préservation et de la commercialisation de l'échalote.
- Plan Mali, dans le cadre de l'assistance alimentaire et suite aux inondations, a effectué des distributions générales de 50 tonnes de riz auprès de 3153 personnes dans les communes de Sanando (4 villages) et Gouendo (3 villages) du cercle de Barouéli (région de Sékou) dans le cadre de l'assistance alimentaire.
- Africare Mali, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'urgence EMOP en partenariat avec le PAM, du 6 au 19 septembre 2012, a réalisé une distribution alimentaire générale de 154 tonnes à 4410 personnes au niveau des communes rurales de Douékiré, de Doukouria, du Télé et de Kanèye dans le cercle de Goundam dans la région de Timbuktu.
- La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR) a organisé des distributions d'aide de secours à 39,000 bénéficiaires agro-pastoraux entre juin et la fin du mois d'août.
- Vision Mondiale continue ses programmes d'« argent contre travail ». 950 ménages ont complété leur premier mois d'activités « argent contre travail » et 1690 ménages supplémentaires se sont enregistrés pour ces activités dans la région de Ségou.
- Mercy Corps a fini son premier cycle de transfert d'argent inconditionnel dans un district de la région de Gao. 2,312 ménages vulnérables ont bénéficié de cette distribution. D'autres transferts d'argent inconditionnels sont prévus en novembre pour les mêmes ménages. Les coupons peuvent être échangés chez certains fournisseurs locaux. La majorité des participants choisissent d'échanger leurs coupons contre de la nourriture (principalement du riz et de l'huile).

Insuffisances et contraintes:

- L'absence ou le faible niveau de financement pour certains membres du cluster reste un handicap majeur pour la continuation et l'acheminement de l'aide humanitaire. Au 25 septembre 2012, \$113.4 millions sont encore nécessaires pour répondre aux besoins urgents des programmes de sécurité alimentaire identifiés dans le CAP Mali 2012.
- Des efforts ont été consentis dans le financement des programmes d'assistance aux déplacés internes et dans les programmes d'activités de résilience par l'Etat et ses partenaires mais beaucoup restent à faire pour aider les populations affectées. .



NUTRITION

Besoins:

- Selon l'enquête SMART menée en juillet 2011, il a été prévu pour l'année 2012 que 560.000 enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition aiguë, dont 175.000 en malnutrition aiguë sévère et 385.000 en malnutrition aiguë modérée.

Réponse:

- Au total, depuis le début de l'année, 171.663 enfants de moins de cinq ans ont été enregistrés dans les programmes de prise en charge nutritionnelle, dont 154.447 enfants durant le premier semestre (janvier-juin), et 17.216 enfants entre juillet et septembre selon les données rapportées par les partenaires ONGs.
- Sur les 171.663 enfants enregistrés dans les programmes de prise en charge nutritionnelle, 114.594 enfants ont été enregistrés pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée; 49,579 enfants ont été enregistrés pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère sans complications; et 7,490 enfants ont été enregistrés pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère avec des complications. En Août 2012, 16.334 enfants et 2.329 femmes enceintes / allaitantes étaient enregistrées dans les programmes de prise en charge de la malnutrition aiguë modérée dans le sud du Mali, et 1.185 enfants été inscrits dans la région de Gao.
- En août 2012, 81.124 enfants et 31.903 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié du programme du PAM de rations de couvertures pour la prévention de la malnutrition dans les cinq régions du sud du Mali.
- La première évaluation des services de santé qui gèrent le traitement de la malnutrition aiguë sévère infantile avec des complications est en cours à Bamako. Cette évaluation est réalisée par l'OMS, l'UNICEF et le Ministère de la Santé et mesurera la conformité des normes de soins, de l'infrastructure et des besoins d'équipement.

Insuffisances et contraintes:

- A date, seuls 35 Districts Sanitaires sur les 60 que compte le pays bénéficient d'un soutien de partenaires ONGs. Les raisons de cette faible couverture sont relatives au manque de financement, et au nombre limité de partenaires opérationnels. Le Cluster continue donc son plaidoyer pour mobiliser des fonds de bailleurs tout comme le renforcement des capacités techniques des partenaires.
- Les centres qui traitent la malnutrition aiguë sévère avec complications souvent ne répondent pas aux normes internationales, ce qui compromet la qualité des soins pour les enfants. Un soutien financier est nécessaire pour intensifier l'évaluation de ces centres et pour renforcer leurs capacités.
- Le ministère de la Santé continue de ne fournir que les données sur la scolarisation des enfants dans les programmes de prise en charge nutritionnelle sur une base trimestrielle, ce qui retarde la circulation de l'information nécessaire pour prendre des décisions sur la gestion des interventions d'urgence. Cependant, après le plaidoyer par les membres du cluster nutrition et la Direction Nationale de la Santé, le Ministère de la Santé est en train d'intégrer les données nutritionnelles dans le bulletin épidémiologique hebdomadaire national.

**EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT****Besoins:**

- Les infrastructures EHA et les campagnes de sensibilisation des communautés doivent être renforcées d'urgence dans les zones à risque d'épidémie de choléra. Le premier cas de choléra en 2012 a été enregistré dans la semaine 26 (25 juin au 1^{er} juillet). La Direction Nationale de la Santé a jusqu'à présent constaté cette année 216 cas de choléra et 17 décès (ces données incluent la semaine 37 (10 septembre au 16 septembre)). La plupart des patients viennent de communautés où l'eau de surface non protégée est très répandue.
- Les évaluations réalisées par la Direction Générale de la Protection Civile et ACTED ont montré qu'au moins 600 puits doivent être désinfectés et plus de 900 latrines sont maintenant inutilisables.

Réponse:

- Le cluster, avec le soutien de l'UNICEF, met sur pied une campagne de prévention du choléra. Les messages radio sont diffusés dans toutes les régions touchées par le choléra. IRC a mobilisé 100 agents de santé communautaires qui vont mener une campagne de sensibilisation porte-à-porte. En outre, 25 autres agents de santé communautaires ont été formés pour désinfecter les centres de traitement du choléra.

- UNICEF et les partenaires du cluster ont distribué des 78.350 kits EHA à 470.100 bénéficiaires. 19.780 kits seront distribués avant la fin de septembre. UNICEF a pré-positionné l'équivalent d'un mois de chlore pour le traitement de l'eau dans les districts de Dire et Niafunké.
- Solidarités International maintient un stock d'urgence de 1.000 kits à Mopti en cas d'épidémie de choléra dans la région de Tombouctou. Solidarités International est en train de réhabiliter / construire 23 puits dans la région de Kidal, 11 forages dans la région de Tombouctou, et aussi en train de réhabiliter l'accès à l'eau potable dans le centre de santé de Dire. IRC réhabilite cinq puits et deux forages à Ménaka dans la région de Gao.
- Le gouvernement malien et la Croix-Rouge malienne couvrent les besoins liés aux conséquences des inondations dans les régions de Ségou et de Koulikoro en distribuant des fournitures d'urgence aux communautés affectées, y compris des articles non alimentaires et des fournitures EHA. L'UNICEF et les partenaires du cluster fournissent un soutien continu aux communautés affectées.

Insuffisances et contraintes:

- Le nombre limité d'organisations humanitaires opérant dans le nord a limité la capacité du cluster EHA à évaluer les besoins et à assurer un réseau de ressources d'eau fiable. Sans un nombre suffisant de partenaires, il n'est pas possible d'apporter une réponse adéquate.
- Le district de santé d'Ansongo a mis en évidence le fait qu'il n'y a pas d'accès à l'eau potable dans la région. Le chef du district sanitaire reçoit le support du cluster pour procéder à une évaluation des besoins EHA dans les établissements de santé, y compris la construction de latrines.
- Le financement des activités EHA n'est pas suffisant avec seulement 21 pour cent de financement reçu pour le CAP. Le montant total du financement manquant est de \$18.6 millions.



EDUCATION

Besoins:

- Les inondations ont mis en péril l'accès à l'éducation pour des milliers d'écoliers dans le sud. Les évaluations montrent que 201 écoles dans les régions du sud du Mali ont été affectées, ce qui limite l'accès à l'éducation pour 29.000 écoliers. 157 écoles ont subi des dommages structurels et 44 écoles sont temporairement occupées comme abris par les résidents locaux.
- 14 écoles primaires à Mopti (avec un effectif combiné de 4.886 élèves) sont actuellement occupées par des groupes militaires. Le Cluster préconise que les autorités libèrent ces locaux scolaires.

Réponse:

- Avec l'année scolaire qui débute à la fin septembre, l'UNICEF, avec ses partenaires du cluster éducation, effectuera une campagne "Back to School" ciblant 2.5 millions d'élèves, dont 240.000 sont au nord. La campagne se concentre sur les zones accueillant des élèves déplacés et les zones touchées par les inondations.
- Les partenaires internationaux et nationaux soutiennent les cantines scolaires et donnent du matériel de classe et d'autres articles non alimentaires. Ce dernier mois 4.418 élèves qui sont déplacés internes ont aussi reçu du matériel scolaire. L'UNICEF a fourni à 1.200 étudiants inscrits à des cours de rattrapage à Gao, Mopti et Ségou des kits d'articles non alimentaires.
- Un total de 10.331 élèves ont bénéficié jusqu'à présent de deux séries de cours de rattrapage pour aider les étudiants affectés par le conflit à terminer l'année scolaire 2011-2012 dans le sud du Mali et de Gao. Avec le soutien de Plan-Mali, 200 enseignants ont été formés à des «modules de rattrapage» dans la région de Ségou, portant le nombre total d'enseignants formés à 500.
- Un module psychosocial a été développé et validé par le Ministère de l'Éducation avec le soutien de l'UNICEF pour promouvoir le bien-être des élèves touchés par le conflit et des élèves déplacés internes. Les partenaires du cluster éducation vont former environ 6.000 enseignants avant décembre 2012.
- Afin de soutenir la planification d'urgence et l'amélioration de la résilience des acteurs, le cluster éducation, avec le soutien de l'UNICEF, a permis de former 47 partenaires éducatifs sur l'éducation en situation d'urgence. Le nombre total de personnes formées à ce jour est de 150 dans les régions de Ségou, Mopti et Kayes.
- Le cluster éducation a ouvert un sous-cluster à Mopti.

Insuffisances et contraintes:

- Le cluster éducation préconise que les partenaires en éducation organisent des espaces temporaires d'apprentissage dans le cadre de leurs plans d'urgence et surtout pendant que la saison des pluies n'est pas terminée.
- A ce jour, seulement quatre pour cent des besoins du cluster éducation dans le CAP 2012 Mali ont été financés, en dépit des besoins documentés. Pour plus d'informations, consultez la fiche du cluster éducation du mois d'août : <http://mali.humanitarianresponse.info/fr/node/438>

**PROTECTION****Besoins:**

- Au 18 Septembre, 118.795 personnes déplacées internes (PDI) ont été reportés au Mali, dont 35.300 personnes déplacées internes dans les trois régions du nord (Kidal, Gao et Tombouctou). Cela prend en compte les activités d'évaluation récemment conduites dans le nord par OIM à travers son partenaire TEMEDT.³ La situation d'insécurité associée avec la topographie de la zone nord du Sahel augmente la complexité et le défi de trouver les déplacés internes dans les différentes régions.
- L'aide d'urgence pour les principaux besoins fondamentaux identifiés par les personnes déplacées évalués dans les régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal sont la nourriture (90 pour cent), la santé (72 pour cent), le logement (57 pour cent) et l'eau / l'assainissement (49 pour cent). Parmi celles des personnes évaluées, 40 pour cent d'entre-elles sont déplacées à l'intérieur du même «cercle» et 64 pour cent dans la même région d'origine.⁴
- De Mars à Août 2012, 28 accidents liés aux restes explosifs de guerre ont été rapportés dans quatre régions du Nord (54% des accidents pour la seule ville de Gao) occasionnant 43 victimes parmi lesquels 24 enfants dont trois décès. La première réunion du groupe de travail sur l'éducation aux dangers des mines et des engins non explosés s'est tenue à Mopti en vue de renforcer les capacités des partenaires du Nord dans le cadre de la prévention aux risques des mines et restes explosifs de guerre.
- Les membres du sous cluster et OIM travaillent actuellement sur un processus conjoint d'identification/documentation des enfants en situation de séparation familiale pour le prochain exercice de recensement des populations déplacées dans le district de Bamako et sur la documentation des 531 enfants séparés et non accompagnés des 04 régions du Sud (Ségou, Koulikoro, Sikasso, Mopti).

Réponse:

- Protection des droits de l'homme: Le 14 septembre 2012, une réunion des Institutions Nationales, ONGS et Associations de Protection des Droits de l'Homme ont dénoncés les cas de viols, d'esclavages sexuels, de lapidations, d'amputations, d'enrôlements forcés des enfants soldats, de mariages forcés et précoces perpétrés, en toute impunité, par les groupes islamistes et rebelles dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou. A Bamako, les ONGs et Institutions nationales de protection des droits de l'homme ont constaté des arrestations arbitraires et des détentions illégales suivies de torture, des exécutions sommaires et extrajudiciaires, des disparitions forcées, le recrutement des enfants soldats entraînés au sein de plusieurs milices d'auto-défense qui occupent des bâtiments publics et reçoivent l'appui de l'Etat.

³ En raison des difficultés rencontrées lors des activités de suivi dans le Nord, ces résultats ne reflètent pas nécessairement la couverture complète des régions ciblées. L'OIM, le 'lead' de la Commission sur les mouvements de population au sein du Cluster Protection, continue de travailler avec ses partenaires et les partis prenants pour assurer une couverture complète des zones où les PDI se sont installées dans le Nord et le reste du pays, notamment dans les régions de Sikasso, Ségou, Koulikoro et Kayes. Les activités d'évaluation des personnes déplacées de la région de Bamako devrait débuter au cours de la semaine commençant le 24 septembre. Les activités de suivi sont en cours dans la région de Mopti.

⁴ Ces évaluations ont été conduites dans le nord par OIM à travers son partenaire TEMEDT.

- Violence Basés sur le Genre (VBG): Formation des formateurs de 30 personnes sur la prévention, la prise en charge et la coordination des cas de VBG dans le contexte de la crise du Mali (gouvernement, ONGs national et international, Nations Unies).
- Ces deux dernières semaines, 1.186 enfants ont bénéficié de programme de soutien psychosocial à travers des activités récréatives dans les centres d'éducation communautaire (CEC) mis en place à Ségou (Plan Mali), Tombouctou, Gao et Kidal (BNCE) et Bamako (ENDA Mali) portant ainsi à 14.721 le nombre d'enfants bénéficiaires d'activités récréatives depuis mars 2012.
- A Kayes, 30 acteurs travaillant dans le domaine de la protection des enfants ont bénéficié d'une formation sur le soutien psychosocial aux enfants en situation de crise soutenu par UNICEF.
- UNICEF a assuré une séance d'information auprès de 14 agents d'IRC provenant des cercles de Gao, Ansongo, Ménaka sur l'éducation aux dangers des mines et restes explosifs de guerre dans le cadre de la prévention aux dangers des mines et engins non explosés. Le Réseau des communicateurs traditionnels (Recotrade) et le Génie Militaire ont également respectivement assurés la formation de 198 personnes (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou) et de 30 personnes (Bamako et Ségou).
- 18 comités de protection et 18 clubs d'enfants ont été mis en place par Save the Children dans 09 aires de santé et 09 villages témoins pour l'identification, la référence/orientation des cas d'abus, de violence, négligence.
- A Koulikoro, les capacités techniques de 27 sages-femmes et de 30 médecins ont été renforcées dans le domaine de la prise en charge médicale des violences basées sur le genre par UNICEF.

Insuffisances et contraintes:

- Le manque de financement pour le cluster protection ne permet pas de mettre en place un mécanisme efficace de suivi des cas de protection et de faire une analyse de protection.
- Dans les régions du Nord, la collecte des données et la vérification de l'information demeurent un défi surtout pour certaines problématiques de protection comme les enfants associés aux groupes armés/violences sexuelles. La chaîne de communication mis en place par UNICEF à travers le réseau de leaders communautaires, chefs de quartiers, d'associations etc., doit davantage être soutenue et renforcée (formations, outils de collecte de données systématisés et harmonisés, monitoring etc.).



LOGISTIQUE / SERVICE AERIEN HUMANITAIRE DES NATIONS UNIES (UNHAS)

- La formation pour l'assemblage des Unités de Stockage Mobiles est maintenant terminée. Les neuf participants de la Croix-Rouge Malienne ont reçu leur certificat le 24 septembre. Les participants certifiés de la Croix-Rouge Malienne et un superviseur du PAM seront en mesure d'assembler ces unités de stockage mobiles si besoin est. La capacité de cette équipe va continuer à être renforcée.
- Le cluster logistique au Mali va organiser une séance d'information sur les exonérations douanières pour les ONGs qui arrivent dans le pays ces prochaines semaines. Le cluster est aussi en train de consolider la liste des transporteurs au Mali.
- Le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a repris ses vols sur la route Bamako-Mopti-Niamey. UNHAS fait ce trajet les mercredis.



TELECOMMUNICATIONS D'URGENCE

- Le cluster ETC aide les organisations humanitaires sur le terrain avec la reprogrammation de leurs radios VHF. Des nouvelles fréquences ont été obtenues par le gouvernement après que l'évaluation ETC ait montré que les fréquences existantes avaient été compromises. La semaine dernière 55 radios et 14 radios pour véhicule ont été reprogrammées.

- Le cluster ETC donne des formations radio pour le personnel humanitaire sur le terrain. À ce jour, 146 personnes ont reçu une formation. La semaine prochaine, l'ETC offrira une formation aux membres du personnel de l'ONG Plan International et à OCHA
- Les cinq opérateurs radio sélectionnés pour travailler dans la salle radio à Mopti ont complété leur cinq jours de formation à Bamako.

IV. Coordination

OCHA et un groupe de travail de l'équipe humanitaire pays (HCT) ont travaillé ces deux dernières semaines sur les scénarios régionaux Mali +. Ces scénarios aideront à l'écriture et à la mise à jour des plans de contingence inter-agences au niveau national au Mali et dans les pays voisins. Les quatre scénarios et les conséquences humanitaires qui pourraient s'en suivre ont été approuvés par le HCT le 25 Septembre 2012.

OCHA est en cours d'exécution du processus d'appel consolidé (CAP) pour l'année 2013 et organise un atelier de travail à Bamako le 27 septembre. Les acteurs et partenaires humanitaires se mettront d'accord sur la stratégie humanitaire, les indicateurs et les objectifs pour l'année 2013. OCHA Mali continue d'identifier les actions et les outils de communication nécessaires pour soutenir la communauté humanitaire présente au Mali. L'Unité IM et Reporting d'OCHA a commencé à mettre en œuvre sa stratégie de communication et à renforcer la collecte et la validation de données et de produits d'information (3W). Les cartes produites par OCHA pour les clusters sont publiées sur le site Web au lien suivant : <http://mali.humanitarianresponse.info>.

V. Financement

Au 25 septembre, selon le service de tracking (Financial Tracking Service), les bailleurs de fond ont versés \$100.4 millions pour répondre à la crise au Mali, soit 47 pour cent des \$213.8 millions exigés.

213.8 million
Montant requis(US\$)

47 %
Financé

VI. Contact

Bamako:

Fernando Arroyo, Chef de Bureau, OCHA Mali, E-mail: arroyof@un.org, Tel: +223 7944 1315

Nadège Bryan, Responsable Reporting, OCHA Mali, E-mail: bryann@un.org, Tel: +223 7599 3494

New York:

Quentin Levet, Chargé des Affaires Humanitaires, OCHA NY, E-mail: levet@un.org Tel: 646 266 4410

Pour plus d'informations, veuillez visiter les sites web: <http://mali.humanitarianresponse.info> & <http://ochaonline.un.org/rowca>.

Si vous ne voulez plus recevoir ce SitRep, envoyez un email à: ochareporting@un.org ou allez sur la page web: <http://ochaonline.un.org>.